



COMBAT OUVRIER

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

SAMEDI 7 JANVIER 1984

N° 235

PRIX : Antilles : 2 F
France : 3 F

Editorial

CUBA :

L'IMPASSE DU NATIONALISME

Le 8 janvier de cette année fera 25 ans que Fidel Castro, à la tête d'une armée de guérilleros s'empara du pouvoir. Sous la poussée de l'armée de guérilleros, la dictature de Baptista va chuter comme un fruit mûr. Le gouvernement de Baptista était vomi par la population. La drogue, la prostitution le ieu. la corruption caractérisaient la société cubaine de l'époque. Cuba était un véritable paradis pour les riches américains tandis que l'ensemble de la population vivait dans des conditions économiques désastreuses. Et le grand mérite de Castro est d'avoir extirpé tout cela de la société cubaine. Le régime Cubain peut maintenant se vanter d'avoir su donner à manger à toute la population et élevé son niveau de vie. D'après le discours prononcé par Fidel Castro à l'occasion du 25ème anniversaire de Cuba, ce dernier serait le pays de l'Amérique Latine après l'Argentine le mieux alimenté avec 3.000 calories et 80 grammes de protéines par jour et par habitant.

Le taux de croissance moyen atteint par le pays est de 4,7 % et constitue l'un des plus hauts de l'Amérique Latine. Mais il est difficile de vérifier de telles affirmations officielles.

Mais on peut admettre que les progrès réalisés dans le domaine économique sont plus importants que dans les pays soumis pieds et poings liés aux dictats des impérialistes. Mais cela c'est quand même le résultat d'efforts considérables.

Depuis que Fidel Castro est arrivé au pouvoir toute l'énergie de la nation fut dirigée dans le sens du développement économique du pays et en cela il fut aidé en premier lieu par l'URSS, qui importe la majeure partie du sucre cubain. La voie choisie par Castro c'est celle du développement économique national. Et ce faisant Castro demande à son peuple de réaliser une chose impossible ; développer un pays avec ses seules forces économiques nationales. Impossible parce qu'aucun pays du monde ne s'est ainsi développé. Les pays riches doivent leur développement pour une bonne part au pillage du reste du monde et à l'existence d'un marché mondial qu'ils contrôlent.

Pourtant Castro lança son pays dans cette voie. Il s'agissait de refaire le retard économique de Cuba.

Pour atteindre ce but toute la population fut mobilisée. Développer la production pour l'exportation et non pour la consommation, tel a été l'objectif que s'était fixé le gouvernement de Castro dès son arrivée au pouvoir. C'est ainsi qu'en 1969 toute la population fut conviée à participer à la campagne de la "ZAFRA" pour atteindre l'objectif des 10.000 tonnes de cannes. Cela fut un échec et les produits de consommation courante manquaient dans les magasins et leur rationnement fut renforcé. Ces problèmes économiques étaient aggravés par le blocus mis en place par les Américains autour de Cuba. Ainsi sous la pression de l'impérialisme Américain et des difficultés économiques que connaissent le pays, Fidel Castro fut obligé de forcer les mesures coercitives contre la population. Ainsi la publication de lois condamnant l'oisif à des peines de prison et récompensant les "bons travailleurs"...

Vingt cinq ans après, en dépit de toutes les agressions de l'impérialisme envers Cuba, celle-ci tient toujours bon. L'énergie dépensée par le peuple Cubain pour arriver au stade actuel est énorme. et risque de l'être encore au cours des années à venir.

Suite p. 3

MARTINIQUE : LES PLANTEURS DE BANANES DANS LA RUE, UN MOUVEMENT QUI PROFITE AUX GROS.

Après avoir fait pas mal d'agitation, les planteurs de banane regroupés dans la SYMBAMA (Syndicat de la Banane de Martinique) ont décidé de bloquer la circulation. Deux convois composés de tracteurs et de camions ont défilé au ralenti entre Trinité et Fort de France d'une part, Bois Rouge et Fort de France de l'autre.

Les planteurs exigent 4,75 F pour le kg de bananes alors que le gouvernement n'offre que 4,25 F. Les planteurs font remarquer que le prix fixé par l'administration est aujourd'hui inférieur au prix maximum que la banane a atteint en 1983 soit 4,30 F. Le gouvernement quant à lui fait remarquer que le prix de base était de 4,02 F en 1983, que les 4,30 F n'étaient qu'un maximum obtenu alors qu'il y a eu tension sur les cours. Par ailleurs, différentes allocations, subventions et indemnités vont faire le prix monter à 4,50 F. Donc pour l'instant les négociations sont rompues entre les planteurs qui veulent plus et le gouvernement qui essaie d'augmenter le moins possible, prenant comme prétexte la lutte contre l'infla-

tion.

Ceci dit s'il est certain que les frais des planteurs ont augmenté, on constate que les situations sont considérablement différentes selon la superficie plantée. Les gros planteurs en majorité békés, n'ont pas à proprement parler de difficultés. Ce sont de gros capitalistes qui ont de nombreux intérêts ailleurs que dans la banane. C'est le cas de De Meillac chef du SYMBAMA. A côté de la banane il fait de l'élevage d'écrevisses, activité qui est en pleine expansion. Il fait aussi des cultures maraichères dont il dit lui-même que ça marche. Par contre, les petits planteurs ne disposent pas de dizaines d'hectares, ni de capitaux abondants comme ceux de De Meillac ou Fabre. Ils ont donc effectivement des difficultés et actuellement ils servent de marche pied aux gros planteurs.

Car que se passera-t-il si l'on augmente effectivement le prix de la banane ? Les petits auront juste une bouffée d'air pour ne pas s'asphyxier définitivement. Les bénéficiaires réels iront aux De Meillac, De Reynal ou autre Fa-

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire en Martinique et en Guadeloupe.
Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe.
Pour la reconstruction de la IVème Internationale.

bre. Et au cas où le prix reste celui qu'il est, on verra d'autres petits planteurs abandonner la culture de la banane. Que faire alors ? Le problème ne réside pas dans l'argument du prix d'un produit agricole. La solution réelle c'est la saisie des terres des gros propriétaires et leur mise à la disposition des petits planteurs afin qu'ils la travaillent. C'est aussi la fourniture à bas prix des machines et des engrais nécessaires à la culture. Autrement les petits planteurs continueront de servir de bouc émissaire et à tirer les marrons du feu pour les capitalistes de l'agriculture.

C'est ce système de grandes plantations de produits destinés uniquement à l'exportation qui étouffe les petits agriculteurs.

La seule solution, c'est que, pour les plantations comme pour le reste de l'économie, les capitalistes soient expropriés par les travailleurs.

Alors l'économie pourra être tournée vers les besoins de la population.

POINTE-A-PITRE : RADIO UNITE BAILLONNEE PAR LA FORCE.

Mercredi 4, dès quatre heures du matin, plusieurs dizaines de CRS et gendarmes mobiles avaient assiégé le quartier, autour de la tour Frébault où se trouve le studio de Radio Unité.

Ces forces de répression attendaient les premières heures d'émission pour agir. Effectivement à six heures du matin, barres de fer, cisailles et mitraillettes en main, elles envahirent brutalement le studio alors que les animateurs qui s'y trouvaient s'apprétaient à émettre. La porte blindée qui protège le studio fut littéralement forcée au niveau des deux serrures. Les trois animateurs qui étaient sur les lieux, à peine eurent-ils le temps de comprendre ce qui arrivait, furent entourés de toutes parts. Les forces de répression avaient également pénétré par une fenêtre qui donne directement accès au studio au 15ème étage de la tour Frébault. Les locaux furent entièrement mis sens dessus dessous. Rien ne fut ménagé ni meubles ni appareil ni même les toilettes.

Tous les fils furent coupés, arrachés. Sans aucune précaution le matériel de radio fut emporté. C'est ainsi que l'antenne fut carrément lancée du 15ème étage vers le sol.

Après avoir effectué ce travail gendarmes et CRS traînèrent de force jusqu'à leurs voitures les trois animateurs de radio unité, les mains attachées dans le dos par des menottes.

Ces manoeuvres brutales ce coup de force contre Radio Unité ne passèrent pas inaperçus. Une centaine de personnes eurent le temps de se rapprocher des lieux pour protester et exprimer leur mécontentement. Les forces de répression furent invectivées et reçurent des pierres. Elles utilisèrent des grenades lacrymogène, pour disperser la foule.

Le pouvoir colonial après avoir arrêté 12 militants anti-colonialistes en majorité des animateurs de Radio Unité, s'est attaqué directement à cette radio en la réduisant au silence. Croyant faire taire Radio Unité à l'usure

il a emprisonné les animateurs les uns après les autres.

Mais cela n'a pas marché puisque la radio a continué à émettre. Le pouvoir colonial a donc choisi de passer à un autre niveau en empêchant la radio de fonctionner par la force.

De tels procédés ont révolté de nombreux auditeurs de la Radio et surtout plusieurs dizaines de jeunes qui se sont rassemblés toute la matinée devant la radio. Deux cent cinquante personnes ont manifesté spontanément dans les rues de Pointe-à-Pitre, s'arrêtant au carrefour pour expliquer à la population ce qui se passait. Celle-ci témoignait de sa sympathie.

A l'heure où nous écrivons, différentes organisations ont exprimé leur mécontentement sur les antennes de Radio Tambour. Ce jour même un meeting unitaire est prévu.

Ernest Moutoussamy, député du Parti Communiste guadeloupéen est intervenu sur les ondes de Radio Tambour pour dire son désaccord avec les méthodes policières utilisées contre Radio Unité.

DERNIERE HEURE : MEETING DE PROTESTATION

A l'appel des organisations nationalistes des radios Unité et Tambour, de Combat Ouvriers, du MASU, du GRS, un meeting se tenait le soir même de la fermeture de radio unité.

Bien que le meeting n'ait été appelé que vers 13h, plus d'un millier de personnes étaient présentes sur la place de la Mairie.

Au cours de la réunion, une collecte fut organisée. Tout le monde donna de l'argent. Une femme déclara n'avoir pas d'argent sur elle, puis se ravissant, elle enleva de son doigt une bague en or qu'elle remit à la collecte.

Tout au long de la journée, Radio Unité reçut de nombreux témoignages de sympathie : aide en argent, proposition de matériel pour refaire marcher la radio, etc...

Le baïllonnement de Radio Unité ne s'est pas fait dans l'indifférence.

Du côté des partis politiques de gauche, notons que le Parti Socialiste, par la bouche de Jalton a approuvé l'intervention policière contre Radio Unité.

AFFAIRE

PULVAR.

Le juge d'instruction avait décidé la mise en liberté de Marc Pulvar, après Noël, mais le procureur a fait appel devant la Chambre d'accusation qui n'a pas encore rendu son verdict, au moment où nous écrivons.

Cela fait donc quatre semaines que Pulvar est maintenu en prison dans les geôles coloniales, pour avoir osé défendre sa vie menacée par les hommes de main de Yves Hayot.

LETTRE DE LUC REINETTE A FRANCOIS MITTERRAND.



Luc Reinette, Secrétaire général du MPGI actuellement dans la clandestinité, a envoyé une lettre à François Mitterrand, datée du 20 décembre 1983.

Luc Reinette rappelle à Mitterrand les engagements pris par le Parti Socialiste français dans le cadre du « programme du gouvernement », sous le sous-titre « changer la vie ». « Vous nous reconnaissez alors la qualité de Nation opprimée mais de Nation tout de même ».

Ensuite, Reinette dénonce avec force la répression et le système colonial.

Puis il ajoute : « renoncer à la raison du « plus fort », ou à la pseudo-raison d'Etat et enfin donner sa vraie place à la raison toute

simple, n'est-ce pas là la réelle sagesse ? Cette raison n'incite-elle pas à l'instauration enfin d'un dialogue constructif avec les indépendantistes en vue d'élaborer les modalités concrètes de l'accession de notre pays à l'indépendance » ?

Il est vrai que le pouvoir colonial français s'est toujours refusé jusqu'à ce jour de dialoguer avec les partis et représentants nationalistes des Antilles. En résumé son propos est le suivant à leur égard : « vous n'êtes pas représentatifs, vous ne représentez pas grand chose sur le plan électoral, nous ne pouvons pas tenir compte de vous. Gagner la majorité aux élections et alors nous dialoguerons avec vous ».

C'est à peu de choses près, le langage que le pouvoir colonial français a toujours tenu dans ses colonies, demandant aux nationalistes

de s'exprimer par les voies légales en lui ôtant toute possibilité de s'exprimer en fait par ces voies-là ou en refusant de tenir compte de ces résultats électoraux s'ils sont défavorables pour les colonialistes.

C'est toujours la force et donc son expression par les luttes armées qui ont contraint l'impérialisme à négocier dans ses ex-colonies. En Guyane, la majorité des élus sont pour la décolonisation et contre la décentralisation. Il y a déjà eu des majorités autonomistes. Cela n'a pas empêché l'administration coloniale de se poursuivre comme par le passé.

C'est après avoir imposé d'énormes sacrifices humains que le colonialisme français a fini par reconnaître le droit des peuples de ses anciennes colonies à disposer d'eux mêmes et à mettre fin à la tutelle de l'impérialisme. Il a fallu non seulement que des militants et partis nationalistes s'engagent dans la voie de la lutte armée, mais aussi que les peuples de ces pays s'y engagent massivement. Et c'est cet engagement qui a en définitive été déterminant.

Et même dans certaines colonies où il n'y eut pas à proprement parler de lutte armée du type de celles du Vietnam ou de l'Algérie, à Djibouti par exemple, il a fallu que le peuple de ce pays s'exprime sans arrêt dans les rues manifeste sous les balles des légionnaires français et paye par de nombreux morts son aspiration à plus de liberté pour que le colonialisme français finisse par établir avec les représentants nationalistes de Djibouti, un processus conduisant à l'indépendance. Mais même dans ce cas, il s'agit d'une indépendance très limitée où l'impérialisme a pu dicter ses conditions, et où à part le drapeau et la carte d'identité, rien n'a changé.

Il en est ainsi du système bourgeois, de la « démocratie bourgeoise ». Cette « démocratie » qui est en fait la dictature de la bourgeoisie sur l'ensemble des autres classes sociales ne donne pas de place dans son système aux « minorités », elle ne leur donne même pas la possibilité de devenir une majorité, leur ôtant toute possibilité légale d'expression véritable. Elle les écrase. Et comme son pouvoir est lui-même fondé sur le rapport de force, sur la police,

les gendarmes et l'armée, la dictature bourgeoise ne comprend en fin de compte que le langage de la force. C'est le seul qu'elle respecte vraiment et qui l'oblige parfois à modifier sa politique.

Aujourd'hui, aux Antilles, le pouvoir jauge et pèse ce que représentent les organisations nationalistes. Il sait qu'en dépit d'une certaine audience, ces organisations restent coupées de la grande masse de la population. Et c'est un fait que les travailleurs dans leur ensemble, sans rejeter ces organisations, n'adhèrent pas à leur programme... Pour cette raison, le pouvoir colonial refuse d'entamer un dialogue et fait peu de cas des nationalistes antillais qui à ses yeux « ne comptent pas ».

Mais les travailleurs eux, qui constituent l'immense majorité de la population peuvent contraindre le pouvoir colonial à permettre au peuple antillais tout entier de disposer de lui-même s'ils entrent en lutte.

Ce sont les travailleurs qui ont en main la machine économique. Ils peuvent, s'ils le veulent, tout paralyser : eau, électricité, transports, banques. Si tous ceux là entreprennent de se débarrasser de l'exploitation par la lutte, ils contraindront l'impérialisme français à leur laisser le libre choix de leur devenir. C'est un tel rapport de force qui permettra de changer vraiment les choses.

Le poids social des travailleurs des villes et des campagnes est beaucoup plus lourd que celui de la petite bourgeoisie antillaise.

Les travailleurs conscients politiquement, organisés et décidés à lutter contre ceux qui les exploitent doivent pour faire aboutir leur lutte viser le renversement de l'état des exploités.

Les Guadeloupéens aisés ou riches, membres de la petite bourgeoisie noire, éprouvent un sentiment qui pousse à se battre pour leur dignité, ils peuvent très bien le faire en liant leur sort à celui des travailleurs.

Ceux-ci ne peuvent changer leur sort qu'en établissant leur propre pouvoir sur la société. Mais en le faisant, ils permettent à tous les opprimés, tous ceux qui font passer leur dignité avant les intérêts matériels, de se libérer.

ADRESSE AU PEUPLE DE HENRI BERNARD.

Une « Adresse au peuple guadeloupéen » écrite par Henri Bernard, nous est parvenue.

Nous n'en publions, faute de place, que des extraits.

Mais si certains de nos lecteurs veulent avoir le texte entier, nous pourrions le leur faire avoir.

Nous rappelons que Henri Bernard est un membre du MPGI recherché par la police coloniale, dans le cadre de l'enquête sur les attentats de l'ARC.

Henri Bernard est professeur de philosophie au lycée de Basse-Terre. Il est connu aussi pour avoir enregistré sur disque une conférence en créole : « Conscience de race, conscience de classe et conscience nationale ».

ADRESSE SOLENNELLE AU PEUPLE GUADELOUPEEN.

La réalité coloniale en Guadeloupe se dénonce elle-même par son cortège d'injustice, de misère économique, de chômage, de dégradation morale et spirituelle !

Aujourd'hui, nous vivons, nous revivons plutôt les jours difficiles des enlèvements arbitraires perpétrés par une super police franchement importée, nous revivons les temps connus de la répression féroce, de la calomnie par la délation, tout cela est érigé en système par le pouvoir colonial. Tous ceux qui osent dénoncer les mensonges du gouvernement français, ses tricheries éhontées, ses combines ses magouilles, ses escroqueries morales et économiques risquent la paille humide des cachots. Les arrestations n'en finissent plus. Sous prétexte de rechercher les auteurs des at-

tentats qui, disons le, ont battu en brèche l'idée de leur invulnérabilité, les colonialistes français tentent d'arrêter l'irrésistible courant nationaliste qui mettra fin à leur hégémonie. Voilà la vérité. La France coloniale a toujours ignoré la justice. C'est pourquoi, nous, guadeloupéens, nous n'avons pas à faire confiance à la police française, aux tribunaux français, à la radio et télévision françaises, à la presse à la solde du pouvoir français, au gouvernement français.

Oui, la France coloniale a toujours ignoré la justice. Pensons à la déportation, à l'esclavage, à la torture infligés à nos pères et à nos mères. Etais-ce la justice ? Leur appareil répressif ne fonctionne que dans un sens, le sens de leurs intérêts et toujours contrenous, Guadeloupéens et tous autres colonisés qui osons leur tenir le langage de la dignité.

Voyons avec quelle hâte ils traquent et emprisonnent ceux qu'ils prétendent hypocritement être les auteurs d'attentats ! Avaient ils la même impatience pour châtier tous les crimes perpétrés contre les fils et les filles de ce pays et de l'île soeur de la Martinique ?

Se sont-ils inquiétés de rechercher les responsables du massacre de Mai 1967 à Pointe-à-Pitre où le leader syndicaliste Jacques Nestor et une cinquantaine de nos frères sont tombés sans défense sous leurs balles assassines ?

A-t-on inquiété quiconque pour découvrir ceux qui avaient organisé la tuerie de Chalvet en Martinique où le paysan pauvre ILMANY et ses compagnons ont été abattus ?

Quelle enquête a recherché l'assassin de MARIE LOUISE, ce jeune martiniquais dont le corps mutilé a été trouvé sur une plage deux jours après un interrogatoire serré de la gendarmerie ?

Qui a fait la lumière sur la catastrophe du beoing piégé de caféière où Béville, Catayée et

combien de centaines d'autres innocents ont trouvé la mort ?

Pourquoi n'a-t-on pas inquiété l'assassin de Gérard Nouvet, ce jeune et pacifique lycéen martiniquais alors que le criminel avait été identifié par un témoin qui a eu le courage de ne pas garder l'anonymat ?

Pourquoi en 1967 a-t-on emprisonné et traduit devant la cour de sûreté de l'Etat français, les dirigeants du GONG, le directeur du journal « Le Progrès Social », HENRI RODES, son frère, Maître RODES, avocats des patriotes guadeloupéens, les responsables du CPNJG dont le docteur BARFLEUR, le pédagogue GERARD LAURIETTE etc...etc...pourquoi ?

Ils n'avaient pas volé, ils n'avaient pas tué, ils n'avaient pas posé de bombes, ni même comploter de le faire. Alors ? Alors cela démontre que le colonialisme français est un monstre tout à la fois cynique, menteur, vicieux, calculateur et sanguinaire. C'est lui qui doit répondre aujourd'hui des crimes perpétrés contre le Peuple Guadeloupéen. C'est pourquoi nous n'avons pas de compte à lui rendre. Notre seul devoir est de le combattre pour qu'il cesse de gangréner l'esprit de notre peuple.

Le combattre de l'intérieur, au sein même du tissu colonial par une pratique révolutionnaire quotidienne. C'est le combat politique.

Le combattre de l'extérieur, hors des structures coloniales et de ses lois c'est la voie sacrée du marronnage.

Que chaque guadeloupéen choisisse sa voie, celle que lui dicte la voix de sa conscience, qu'il fasse sans faiblir ce pourquoi il est appelé, ainsi seulement nous sortirons de la nuit coloniale. Nous n'avons pas le droit de renoncer à nous mêmes. A aucun prix.

Le marronnage n'admet ni la soumission ni la démission. Le marronnage est cette puis-

sance de refus par laquelle nos pères ont proclamé à la face de l'opresseur que la liberté et l'honneur ne se monnaient pas.

C'est aujourd'hui le sens de notre révolte.

Qui nous contredira sur ce point ?

Certainement pas les résistants français

qui ont su montrer lors des jours tragiques de leur histoire, sous l'occupation nazie, qu'ils avaient le sens de l'honneur. Gageons que sur ce point, ils savent de quoi nous parlons.

Si aujourd'hui certains d'entre eux ont pris la place des bourreaux et des tortionnaires, nous demeurons persuadés qu'ils ont, malgré tout, du respect pour ceux qui les combattent et du mépris pour ceux qui les servent par l'arbitraire, par lâcheté ou par intérêt !.

Guadeloupéens, mes frères, Guadeloupéennes mes soeurs, voici venu le moment où nous devons aller à la rencontre de nous mêmes

Oui, le colonialisme français est terrible. Oui, il est sanguinaire. Ses mains à lui sont pleines du sang, pas les nôtres. Ses mains sont rouges du sang de ces propres enfants du Poitou, de l'Auvergne, du Languedoc et d'ailleurs arrachés à la paix de leur foyer et sacrifiés dans les guerres coloniales aujourd'hui condamnées par l'histoire.

HENRY BERNARD
Nègre marron guadeloupéen
Militant du MPGI

QUAND LES PRODUCTEURS DE RHUM PROTESTENT.

Sacrés producteurs de rhum, va ! Avec la vignette de 10 % sur les alcools entrée en vigueur au 1er janvier, les voilà qui protestent contre cette augmentation qui va conduire les producteurs à la ruine. Voilà par exemple ce que déclare Mr Bourdillon, président du CODERUN, l'organisation des distillateurs martiniquais : «cette taxe coûtera 1 milliard 250 millions au consommateur, cette somme devra être de plus financée par les distillateurs».

L'argument de Mr Bourdillon est pour le moins curieux : il spéculait sur une éventuelle baisse de la consommation de rhum, cependant rien ne dit qu'elle surviendra, ni qu'elle sera exactement égale à la somme d'argent pompée par l'état des poches du consommateur.

Les réactions des producteurs de rhum semblent bien plus inspirées par le dépit de voir cette somme leur passer sous le nez sans même pouvoir en prendre une part. Car à côté de cela, voilà que ces messieurs viennent d'obtenir 2,5 % d'augmentation pour eux mêmes. Là, point de protestation ni de réplique : on empêche un point c'est tout.

SUITE DE L'EDITORIAL

La seule issue à cette impasse n'est pas économique mais politique.

C'est le puissant voisin américain de Cuba qui détient la clef de la situation économique du monde.

Cet impérialisme, américain, qui pille l'Amérique Latine intervient aux quatre coins du monde pour défendre l'ordre des exploités et des oppresseurs, doit être détruit.

Et pour y parvenir, ce n'est que de l'intérieur même des USA que pourront se déclencher les luttes décisives.

Il faut bien comprendre qu'il ne s'agit pas pour les opprimés des pays pauvres d'attendre ce que feront les travailleurs américains.

Mais en menant leurs luttes, les travailleurs et les peuples de ces pays, dans leur propre intérêt, doivent s'appuyer sur leur propre mobilisation et leur propre prise de conscience pour provoquer celles des travailleurs américains.

Il est inadmissible de limiter nos luttes à la simple perspective de la "libération nationale".

Il faut, quand on est un opprimé, un exploité, des pays pauvres (et encore plus quand on vit à une heure ou deux d'avion des côtes des USA !) combiner deux aspects de la lutte : se libérer de l'exploitation et de l'oppression chez soi, de façon déterminée, sans aucune hésitation, mais aussi avec la même détermination s'adresser aux travailleurs américains. Les appeler à prendre conscience de leur rôle. Il s'agit de faire comprendre aux travailleurs américains que c'est "leur" nation qui opprime et qui pille mais que le maintien de la pauvreté et de la domination impérialiste se retourneront inévitablement contre eux. Crises, guerres, sont des phénomènes qui sont liés au fonctionnement du monde impérialiste d'aujourd'hui.

C'est justement ces perspectives que les castristes n'ont pas offertes aux peuples de notre région et à celui des Etats Unis.

Castro est allé le plus loin possible dans la radicalisation de la révolution cubaine. Il a même préféré se lier à l'Union Soviétique plutôt que de céder au chantage de l'impérialisme américain. Mais il n'est pas allé jusqu'à devenir internationaliste et à fournir une orientation, une perspective aux travailleurs américains.

Cela ce sera aux travailleurs de la Caraïbe ; Cubains, Antillais de toutes les îles de le faire.

SODEG : L'AFFAIRE TOUCHE A SA FIN LES GOUVERNANTS NE TOUCHENT PAS AUX GROS POSSEDEANTS.

VIVIES, représentant du Conseil Général au Conseil d'Administration de la SODEG a démissionné ou a été démissionné par ses collègues. Bref, il a été remplacé par SAMAN à la direction de l'organisme. Dans le même temps il se chuchotait au Conseil Général qu'il fallait abandonner la SODEG et créer un comité d'aménagement du territoire de la Guadeloupe. Comme pour commenter ce bruit, MICHAUX-CHEVRY, la présidente ajoutait «Il vaut mieux un bon compromis qu'un mauvais accord». Tous ces signes d'accommodement semblent indiquer qu'on s'oriente vers un tassement progressif de l'affaire SODEG, pour aboutir à son étouffement. D'autant plus que dans le domaine financier c'est le même scénario qui se déroule, on est en principe en train d'effectuer une contre-expertise d'une expertise financière. Ainsi le jugement, si jugement il y a, ne peut avoir lieu, dans le meilleur des cas, que dans deux ans. C'est loin...très loin.

Voilà donc un scandale financier qui débute sous un gouvernement de droite, celui de Giscard et qui s'achève tranquillement vers un étouffement sous un gouvernement de

gauche. Pourtant, Emmanuelli, alors secrétaire d'Etat aux DOM-TOM ne s'était pas montré avare de promesses. Il se faisait fort de faire toute la lumière sur l'affaire et mettre fin aux privilèges des békés ici. Le gouvernement de gauche a baissé les bras devant les békés. Il est plus facile au gouvernement d'agiter le dossier des avions renifleurs pour tenter de discréditer ces opposants que de s'en prendre effectivement aux possédants.

En effet c'est pas moins de 5 milliards de centimes qui ont disparu des caisses de la SODEG. Deux békés tous deux gros possédants ont été entendus et l'un d'eux demeure inculpé. L'ancien trésorier de la société, Michaux, également inculpé est dans les affaires en Martinique sans même parler de ceux dont les noms n'ont pas été dévoilés. Maintenant on accomode de toute part, le gouvernement ne dit rien, il a oublié ses menaces, la justice suit son cours naturel dans ces cas-là ; elle embrouille tout. Mais ce que les uns et les autres n'oublient pas c'est d'augmenter les impôts pour combler le trou de la SODEG.

FORT - DE - FRANCE

HAUSSE DU TELEPHONE.

La communication dans les cabines téléphoniques passe de 50 cts à 1 F pour celles qui ont lieu à l'intérieur de la Martinique (100 % de hausse). Quant à la taxe de base, dans ces mêmes cabines, elle passe de 0,60 F à 0,70 F (17 % de hausse) et avec cela l'administration parle de lutte contre l'inflation.

HAUSSE DE L'ESSENCE EN PERSPECTIVE.

Le conseil général prévoirait une augmentation de 40 cts sur les taxes sur les carburants, taxes qui alimenteraient le FIR (Fonds d'investissements Routier).

Cette augmentation de près de 10 % sur le litre d'essence montre que le conseil général ne s'embarasse pas de scrupules quand il s'agit de racketter encore plus l'usager.

VIVIES

DOIT CEDER.

Le 9 décembre, les employés des Ets VIVIES Frères Arthur Martin et Singer déclenchaient une action de grève pour faire aboutir leurs revendications :

-- prime d'ancienneté 1 % par année de présence.

-classification des salariés.

Depuis cette date, malgré la détermination des travailleurs, MM. VIVIES Francis et Edouard refusent toute satisfaction.

Pour les Frères VIVIES, il n'est pas question de satisfaire la prime d'ancienneté car, disent-ils, cette prime est déjà servie avec le salaire.

En fait, la simple vue des bulletins de paye montre que les salariés effectuant le même travail quelle que soit leur ancienneté touchent le même salaire.

Nous ne pouvons donc admettre que les frères VIVIES bafouent ainsi notre dignité.

Plus que jamais, nous sommes décidés à poursuivre l'action pour briser l'arrogance et les attitudes esclavagistes de ces messieurs les békés.

Nous appelons la population à soutenir notre action en boycottant systématiquement tous les magasins des VIVIES.

Pointe-à-Pitre, le 29 décembre 1983
La Section Syndicale CGTG
des Ets VIVIES Frères

FRANCE : PEUGEOT-TALBOT, PATRONS GOUVERNEMENT S'ENTENDENT POUR LICENCIER 1905 TRAVAILLEURS.



A l'usine Peugeot-Talbot de Poissy, les travailleurs poursuivent la grève. Le 27 décembre, le tribunal de Versailles avait pris la décision de faire évacuer les locaux, menaçant les travailleurs «d'expulsion par la force publique» s'ils n'obtempéraient pas. Jeudi 29 décembre, la direction a convoqué 500 ouvriers de l'entretien et agents de maîtrise et a tenté de les faire pénétrer dans l'usine occupée. Mais ils se sont heurtés à un piquet de grève organisé par la CFDT. La CGT de son côté était opposée au piquet de grève, et elle se contentait de dénoncer verbalement la manoeuvre patronale.

Lundi, les patrons de Peugeot-Talbot qui avaient fermé officiellement, ont réouvert l'usine, et certains travailleurs ont voulu reprendre le travail. Dans la journée de mardi, des grévistes se sont affrontés aux non grévistes. Des altercations ont aussi eu lieu entre les différents responsables syndicaux.

Mais un certain nombre de travailleurs opposés aux licenciements ont constitué un comité de grève décidé à lutter contre les licenciements indépendamment des positions conciliatrices des directions syndicales.

Rappelons que la direction de l'usine Peugeot Talbot avait en effet demandé le licenciement de 2 905 travailleurs, pour la plupart des immigrés.

Sur ces 2 905 licenciements demandés par

la direction du groupe, le gouvernement en a accepté 1905. Et Mauroy a présenté cette décision du gouvernement de «limiter» à 1905 le nombre des licenciements comme favorable aux travailleurs !

Ce que le gouvernement propose à ces travailleurs qui seraient licenciés, ce sont une centaine de stages, une remise de 20 000 frs sur l'achat d'un camion, un camion de Peugeot Talbot !, et une prime de 20 000 frs qui ne serait pas perçue par les travailleurs eux-mêmes, mais qui servirait à financer un stage, avant qu'ils se retrouvent carrément au chômage, ou bien qui iraient dans la poche du patron qui voudrait bien les employer.

Le gouvernement a affirmé qu'il s'agissait là de mesures «sociales». Quand on sait que ce même gouvernement, par l'intermédiaire du FIM (Fonds Industriel de modernisation) est prêt à accorder à l'entreprise Peugeot une somme de 500 millions de francs pour une prétendue modernisation, cela permet de mesurer le cynisme de ce gouvernement qui se prétend «de gauche» et du côté des travailleurs.

Une partie des travailleurs n'acceptent pas ces licenciements et ils occupent l'usine, en dépit des importantes troupes de CRS qui sont stationnées tout près de l'usine, et qui sont prêtes à intervenir contre les travailleurs dès que le gouvernement leur donnera le feu

vert, sur la demande des patrons de Peugeot.

Si de nombreux travailleurs, refusent les licenciements, en particulier des immigrés qui sont visés en priorité, les directions syndicales elles, jouent un autre rôle. La direction de la CGT se montre prête à négocier, malgré les positions prises par sa base, pour éviter un conflit avec le gouvernement qu'elle soutient. La direction de la CFDT elle aussi, a accepté les licenciements, même si la section CFDT de Poissy se montre en désaccord avec la direction et se montre plus déterminée dans la grève que la CGT.

Mais certains délégués immigrés de la CGT sont en désaccord avec leur syndicat, ils demandent pour les travailleurs immigrés qui seraient d'accord pour quitter leur emploi et rentrer dans leur pays d'origine, une indemnisation de 200 000 francs. Un des licenciés a d'ailleurs déclaré : «Oui, c'est comme un tribunal, où le juge dit : c'est tant et c'est tout. Moi je juge ma jeunesse et mes humiliations à 30 millions comme punition».

Et il est vrai que lorsque l'économie française était prospère, dans les années 60, les patrons et le gouvernement français ont encouragé la venue en France d'immigrés car ils avaient besoin de travailleurs à exploiter. Aujourd'hui avec la crise économique, les grandes entreprises se contentent d'empocher les millions du gouvernement, tout en ralentissant la production et en licenciant des travailleurs, avec l'appui de ce même gouvernement. Ces licenciements touchent d'abord les immigrés, qui pour la plupart ont travaillé de 15 à 20 ans dans l'entreprise, ce qui a permis aux patrons de réaliser des milliards de bénéfice sur leur dos au moment où les affaires marchaient bien pour eux.

Mais la crise économique s'approfondit, et après les travailleurs immigrés, viendra le tour de n'importe quel travailleur, indifféremment de son pays d'origine.

Les travailleurs n'ont donc aucun intérêt à se laisser prendre à la manoeuvre du gouvernement qui consiste à diviser travailleurs immigrés et français d'origine, ni aux positions des directions syndicales qui reviennent finalement à accepter les licenciements en solidarité avec un gouvernement qui prouve depuis plusieurs mois qu'il est l'ennemi des travailleurs. Et cela, certains travailleurs de la base des syndicats l'ont déjà compris, même si les directions syndicales ne tiennent pas compte de leur volonté.

COLERE DES TRAVAILLEURS CONTRE LES LICENCIEMENTS ET LE CHOMAGE.

De très importantes grèves ont lieu en ce moment en Espagne. Des travailleurs de plusieurs régions, et de différents secteurs d'activités (industriel, de commerce agricole...) ont cessé le travail et manifestent leur colère.

Les ouvriers de la sidérurgie de la ville de Sagonte manifestaient le 27 décembre contre un projet du gouvernement de licencier 10 000 travailleurs de la sidérurgie, secteur qui compte en Espagne 40 000 travailleurs. Un quart des travailleurs devraient être licenciés selon les projets gouvernementaux. Dans la seule usine de Sagonte, 3000 à 4000

travailleurs devraient perdre leur emploi. Les policiers ont tiré contre les manifestants.

Jeudi dernier, ce sont les ouvriers des Potasses de Navarre, entreprise de 2000 salariés qui est contrôlée par l'Etat, qui se sont mis en grève.

Le mouvement pourrait s'étendre à toutes les entreprises touchées par les décisions de licenciements.

Les travailleurs agricoles de l'Andalousie manifestent contre le chômage-la plupart de ces ouvriers agricoles n'ont pas d'emploi fixe et contre l'emploi communautaire, sorte de

corvée que ces travailleurs doivent effectuer sur le territoire de la commune pour recevoir une aide du gouvernement.

A Cadix, une manifestation d'ouvriers agricoles a été réprimée par les policiers, qui ont blessé gravement huit personnes.

Si le gouvernement socialiste espagnol a pris ces décisions de licenciements massifs, c'est dit-il pour accomplir la tâche de modernisation de l'industrie que le gouvernement de droite qui l'a précédé n'avait pas accomplie.

Comme le gouvernement français, le gouvernement espagnol sacrifie donc les travailleurs aux profits des capitalistes.

Lors de sa campagne électorale, ce gouvernement avait promis la création de 800 000 emplois nouveaux en quatre ans. Aujourd'hui il ne parle plus que de 640 000 emplois, qui sont conditionnés par «la perte d'une partie du pouvoir d'achat des salaires». Et le rythme des licenciements est d'environ mille par jour.

Contre les manifestations des travailleurs, le gouvernement envoie la police, la même qu'avant le «socialisme» de Felipe Gonzalez, qui matraque et même tire sur les travailleurs.

ARGENTINE :

INCUPLATIONS DES CHEFS MILITAIRES APRES LA DECOUVERTE DE CHARNIERS.

C'est tous les jours qu'on découvre en Argentine des Charniers remplis de cadavres dans les cimetières.

Ces découvertes se font à la suite d'indications données par la population du pays. La colère gronde contre les militaires qui pendant 7 années que dura leur mainmise sur le pays firent tuer, après les avoir torturés, près de 30.000 personnes dont une majorité de militants ouvriers.

Devant ce désir de justice, le nouveau président élu, le radical Raul ALPHONSIN est obligé de purger l'armée et de faire passer en jugement les officiers les plus compromis.

Le 16 décembre, il fit abroger par le congrès, le décret par lequel les militaires argentins s'amnistiaient eux-mêmes des crimes qu'ils avaient commis entre 1976 et 1978. Par la suite les généraux LAMI, DOZO, GALTIERI et l'amiral ANAYA ont été inculpés, d'autres officiers supérieurs qui se sont succédés au pouvoir attendent de l'être également.

A la tête de l'armée, c'est parait-il la grande lesee. Tous ceux qui à un titre ou à un autre sont compromis par la torture ou les crimes commis durant les 7 ans de dictature sont écartés ou mis à la retraite.

Dans l'armée de terre 28 généraux sur 49 ont été mis à la retraite. 18 amiraux de la Marine ont subi le même sort ainsi que 2 généraux de l'armée de l'Air.

ALPHONSIN, homme politique bourgeois donne une issue judiciaire à la colère des parents des disparus. Il jette en pâture à la population les généraux et les officiers les plus discrédités par la guerre perdue des Malouins.

Cette armée épurée, remise dans ses casernes consommera dans l'avenir, aux dires même d'ALPHONSIN, 20 % du produit intérieur brut (valeur de la production annuelle) du pays.

Ainsi l'armée se maintiendra à l'arrière Mais elle aura toujours la capacité d'intervenir au cas où ALPHONSIN serait en difficulté face à la population. En effet, dans le domaine social la situation est catastrophique. Le chômage est en progression rapide et l'inflation dépasse les 300 %. Le président aura besoin de toute sa popularité acquise dans la campagne contre les généraux tortionnaires pour faire accepter les mesures draconiennes qu'impose la situation dans le cadre du système capitaliste. Si ALPHONSIN ne réussit pas à faire accepter la misère à la population par la persuasion, alors l'armée sera là pour sauver les institutions bourgeoises et préserver les intérêts et les biens des possédants.

NIGERIA :

LA VALSE DES GENERAUX.

Dans la nuit du vendredi au samedi 31 décembre dernier, un coup d'état militaire dirigé par le général MUHAMMAD BUHARI, a mis fin à quatre ans de gouvernement civil du président Shehu SHAGARI.

Il faut savoir que le Nigeria est un pays du Sud-Ouest de l'Afrique situé au Nord-Ouest du CAMEROUM. C'est un grand producteur de pétrole.

La junte militaire justifie le coup d'état en avançant que le régime du président déchu était un régime corrompu. Précisions que l'homme fort du NIGERIA aujourd'hui, le général BUHARI, celui là même qui avait installé SHAGARI au pouvoir en 1979, était jusqu'en 1983 commissaire du pétrole et de

l'énergie. En qualifiant le gouvernement de SHAGARI de corrompu le général BUHARI veut par là se faire passer pour homme intègre Mais le Nigeria, comme nombre de pays sous-développés d'Afrique ou d'Amérique Latine ne peut pas échapper aux lois du sous-développement qui se traduisent pas la misère, la dictature entre autres. Dans ces types de pays, il

n'y a pas de démocratie possible, la corruption est de règle, cette corruption existe parmi les dirigeants civils comme dans l'armée. Et de temps à autre les généraux laissent le pouvoir aux civils pour le reprendre ensuite. Ainsi, dans ces pays c'est la valse des généraux.

POINTS DE VENTE DU JOURNAL COMBAT DANS LA REGION DE POINTE-A-PITRE.

NOUVELLES GALERIES-ABYMES PRISUNIC HIBISCUS . POINTE-A-PITRE.
PETIT TAMBOUR (rue Nozières) POINTE-A-PITRE.
ARRET DU CAR (Faubourg Frébault) LIBRAIRIE CASTRO (rue Vatable) POINTE-A-PITRE.
LIBRAIRIE DU KIOSQUE (Place de la Victoire) POINTE-A-PITRE.
CHEZ PRIAM (rue Raspail) P-A-P
LIBRAIRIE VIVIES (rue Général de Gaulle) Raizet ABYMES.

COMBAT OUVRIER

Responsable de publication : **G. BEAUJOUR**

Adresser toute correspondance : **EN GUADELOUPE à GÉRARD BEAUJOUR B.P. 214**

97110 POINTE-A-PITRE EN MARTINIQUE B.P. 386

97204 FORT-DE-FRANCE

EN FRANCE écrire à : **COMBAT OUVRIER**
 Poste Restante Paris 113
 Place de l'Hôtel de Ville
 75004 PARIS

Impression : **Imp. ERAVILLE & Fils S.A.R.L.**
 Commerce papeterie
 N° 51728

LE GOUVERNEMENT TUNISIEN REPRIME DES REVOLTES DE LA FAIM.

Des révoltes populaires ont éclaté depuis le 29 décembre dans le Sud de la Tunisie et d'heure en heure, elles ont gagné plusieurs grandes villes.

Mardi 3 janvier des heurts violents se seraient déroulés entre la population et les forces de répression à Sfax qui est la 2ème ville de la Tunisie et dans le port de Gabès. La capitale Tunis, ville d'environ 2 millions d'habitants, elle aussi a été prise par la révolte et plusieurs quartiers ouvriers étaient en effervescence durant toute la journée de mardi.

Les révoltes ont débuté à la suite de la décision du gouvernement tunisien d'augmenter de façon brutale et très importante le prix de certaines denrées alimentaires, en particulier la semoule qui sert à la fabrication du couscous, nourriture de base dans ce pays. Le prix du pain a été carrément doublé.

Ce sont donc de véritables révoltes de la faim qui se déroulent actuellement en Tunisie. Les slogans repris des manifestants réclamaient l'annulation de la décision gouvernementale sur la hausse des prix. Des groupes de manifestants en colère incendiaient ou pillaient les magasins et aussi les autobus et les voitures particulières dans les quartiers résidentiels des villes.

Dès le début des incidents, le gouvernement tunisien a fait savoir qu'il ne transigerait pas. La police, puis l'armée sont intervenues brutalement contre la population en colère.

Les forces armées après avoir pris position avec des engins blindés aux points névralgiques des villes auraient fait usage de grenades lacrymogènes pour disperser les manifestants et auraient tiré à plusieurs reprises sur la foule.

Dès mardi soir, on parlait d'une vingtaine de morts et de nombreuses arrestations. Le couvre-feu était décrété dans les centres urbains.

Pendant ce temps, l'ambassadeur de Tunisie à Paris parlait de manifestations par des «éléments étrangers» et expliquait à la presse que ces émeutes n'avaient donc pratiquement rien à voir avec les récentes décisions gouvernementales.

Les événements qui se déroulent en Tunisie au seuil de l'année 1984, sont à mettre au compte des effets de la crise capitaliste.

Les pays pauvres sont atteints très durement depuis plusieurs mois déjà. Ils sont de plus en plus endettés auprès des organismes internationaux dirigés et financés par l'impérialisme américain. Les marchandises qu'ils peuvent vendre, essentiellement des matières premières, ont de moins en moins de valeur en face de tout ce qu'ils achètent aux trusts capitalistes qui imposent leur loi.

Les trusts vendent à crédit, les intérêts montent et les pays pauvres peuvent de moins en moins faire face à leurs échéances. Avec la crise économique qui s'approfondit, les conditions de crédit deviennent de plus en plus draconiennes. L'impérialisme par l'intermédiaire des organismes de prêts internationaux tels que le FMI, dicte sa loi directement aux gouvernements de ces pays.

A leur tour, ces gouvernements d'une façon ou d'une autre se font les exécuteurs de la loi du profit capitaliste. Et lorsque les populations se rebellent, ils envoient leur armée «nationale» mater les révoltes des pauvres.

La Tunisie n'est évidemment pas le seul pays à connaître ces manifestations de la crise capitaliste. Les pays pauvres, pays appauvris par le pillage impérialiste sont tous frappés de plein fouet.

Mais ce qui se déroule actuellement en Tunisie, indique de façon claire laquelle place les minorités nanties et privilégiées réserveront aux populations pauvres. Quel que soit le pays, les riches, les dirigeants actuels des états et tous ceux qu'ils représentent, demanderont aux populations d'accepter de voir leur situation empirer sans limite.

Et lorsque celles-ci refuseront, ils n'hésiteront pas à utiliser la mitraille.

Telle est la loi des nantis de ce monde. Les pauvres, les travailleurs n'ont pas d'autre choix que de se battre, là où ils sont et sans attendre d'être acculés, pour renverser cette société qui est prête à réduire des millions de gens à la famine.